

3 questions à

Volume 48, numéro 15 | 10 janvier 2013

Trois questions à

Gérard Duhaime sur le mouvement autochtone Idle No More

Par Brigitte Trudel

Au printemps dernier, c'était les étudiants avec le carré rouge. Depuis l'automne, ce sont les autochtones qui veulent se faire entendre. Né en octobre 2012 à l'initiative de quatre femmes de la Saskatchewan, le mouvement Idle No More – qu'on peut traduire par «Fini l'apathie» - donne lieu à des actions publiques diverses, toujours pacifiques, qui visent à attirer l'attention des médias et des gouvernements: pancartes, manifestations, marches dans les rues, barrages routiers. Que vise ce mouvement? Gérard Duhaime, titulaire de la Chaire de recherche du Canada sur la condition autochtone comparée de la Faculté des sciences sociales, en trace les grandes lignes.

Qu'est-ce que le mouvement Idle No More et que revendique-t-il?

C'est une prise de parole des autochtones qui cristallise leur ras-le-bol généralisé autour de leurs droits. La goutte qui a fait déborder le vase, c'est la présentation du projet de loi C-45. Il modifie, en autres, la Loi sur les Indiens et la Loi sur les eaux navigables qui touchent plusieurs aspects de la vie des communautés. Les manifestants dénoncent ces changements législatifs. Ils dénoncent aussi les problèmes de base vécus au quotidien par les peuples autochtones dans les réserves et hors réserve, et ce, depuis des décennies: accès au logement, à l'eau courante, aux soins de santé, à l'éducation. Enfin, cette mobilisation traduit une accumulation de frustrations: malgré des années de réunions, de rencontres entre les politiques et les représentants des Premières Nations, des droits sont mis de côté, des traités signés tombent dans l'oubli. En vertu de l'histoire, le gouvernement a des obligations envers les Premières Nations qu'il continue de ne pas remplir. Bref, le processus officiel qui a cours à Ottawa ne suffit plus.

Quels éléments distinguent Idle No More des actions menées dans le passé par les autochtones pour faire valoir leurs droits?

Les chefs représentant les nations autochtones ont longtemps été leur voix à ce sujet. Avec Idle No More, on a affaire à des gens qui se disent «de la base», non issus du leadership officiel. Ils cherchent à faire entendre le peuple, rassembler les gens ordinaires. Autre chose: les éclosions de manifestations autochtones étaient traditionnellement isolées, causées par des crises politiques, comme celle d'Oka, ou humanitaires, comme celle d'Attawapiskat. Ici, les participants cherchent à fédérer les frustrations, à unifier le mouvement. On veut coordonner les initiatives, les regrouper à l'échelle nationale, voire internationale. Les non autochtones sont aussi clairement appelés à se joindre à la cause. Bien sûr, Internet et les réseaux sociaux sont largement utilisés pour nourrir cet esprit rassembleur. D'ailleurs, on peut établir une parenté entre Idle No More et les

soulèvements citoyens (tels Occupy, les mouvements étudiants, etc.) auxquels on assiste depuis environ cinq ans et qui visent à contester la gouvernance des 20-30 dernières années qui sape dans les programmes sociaux et favorisent le privé.

Le mouvement va-t-il prendre de l'ampleur, et quelles sont ses chances de succès?

Il est trop tôt pour savoir s'il conservera sa place dans l'actualité et perdurera. Là-dessus, il n'y a pas de garantie car, malgré une volonté réelle des leaders du projet, les actions sont plus ou moins coordonnées. Un pont bloqué ici, une route là. Cela n'a pas l'impact d'une marche qui réunit 250 000 personnes comme on l'a vu avec le mouvement étudiant. De plus, pour espérer des résultats, les participants devront pouvoir formuler de façon très claire leurs demandes auprès du gouvernement. Pour le moment, ce dernier reste campé dans son attitude habituelle en cas de gestion de crise: il dit qu'il «s'en occupe» et tente de calmer le jeu. À la limite, il fait preuve d'arrogance. Par exemple, il évoque une mauvaise gestion financière de la part des communautés, ce qui est loin d'être la réalité. Plus qu'une façon de détourner le débat, ces accusations révèlent des préjugés tenaces. Certains décideurs pensent sincèrement que «les Indiens profitent des gratuités et dépensent l'argent comme des enfants gâtés». Le premier défi qui marquera la rencontre entre Stephen Harper avec des dirigeants des Premières Nations vendredi (le 11 janvier) sera donc de rétablir le lien de confiance. Car au-delà des revendications, les vrais changements viendront d'un travail de fond indispensable pour renverser les préjugés. Sur ce plan, des avancées ne sont pas impossibles, mais elles nécessiteront beaucoup de temps et de patience.



Gérard Duhaime, professeur au Département de sociologie de la Faculté des sciences sociales.

lefil

Le journal de la communauté universitaire
Direction des communications

Questions et commentaires?
Le-Fil@dc.ulaval.ca

© 2012 Université Laval, tous droits réservés
Visitez ulaval.ca